

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1923-1924.

PROJET DE LOI REVISANT LE TARIF DES DOUANES ⁽¹⁾.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

NOTES JUSTIFICATIVES.

ART. 6 (du projet de loi).

L'article 6, concernant les coefficients, dispose en son § 2 que « suivant la tenue de valeur des marchandises et les contingences économiques, le Gouvernement pourra réduire ou supprimer les coefficients de majoration, selon l'espèce ou l'origine des marchandises, sauf la faculté, au besoin, de rétablir ces coefficients mais dans la limite maxima des taux primitifs ».

Lors de l'élaboration de cet article, le Gouvernement avait l'espoir que, dans un avenir rapproché, la valeur des marchandises allait devenir plus normale, en sorte que les coefficients prévus apparaissaient comme des taux maxima.

Cependant l'expérience démontre que les soubresauts de valeur sont encore fréquents et qu'à toute éventualité, afin de pouvoir le cas échéant opérer les rajustements qui s'imposeraient, il est nécessaire, ce pendant une période que le Gouvernement propose de fixer à trois ans, de disposer par continuation de la faculté de relever les coefficients, mais ceci dans l'esprit des dispositions en vigueur (Art. 1^{er} de la loi du 10 juin 1920 et art. 2 de la loi du 31 mars 1921), savoir que lesdits coefficients ne pourraient dépasser le chiffre 6.

Dans cette prévision, un nouvel alinéa a été ajouté au § 2 de l'article 6.

(1) Projet de loi, n° 191 (session de 1922-1923).

Amendements du Gouvernement, n° 59.

Rapport, n° 60.

Art. 7 (du projet de loi).

L'article 7 du projet de loi, concernant la liquidation des droits *ad valorem*, a pour but d'établir une notion claire de la valeur à déclarer pour les marchandises importées, ceci aux fins de réduire autant que possible les contestations qui, aujourd'hui, sont fréquentes en la matière. Dans cette voie, il est apparu que, pour mieux encore atteindre le résultat poursuivi, une précision gagnerait à être ajoutée quant au cours du change à appliquer pour la conversion en monnaies belges des prix qui, souvent, sont exprimés originairement en monnaies étrangères.

Suivant la définition de valeur qui ressort de l'article 4 de la loi du 10 juin 1920, « la valeur à déclarer est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, non compris les droits d'entrée. »

A s'en tenir à ce texte, aucun doute ne pourrait exister quant au cours du change à appliquer pour la conversion des prix originairement énoncés en monnaies étrangères : ce serait le cours existant au moment où *les marchandises sont présentées à la douane* ou, pratiquement, le dernier cours connu à cette date.

Mais lors de la discussion au Sénat du texte prérappelé inséré à l'article 4 de la loi du 10 juin 1920, il fut admis que la conversion pourrait se faire sur la base des cours pratiqués le jour du départ de la marchandise de son lieu d'expédition. Or l'expérience a révélé qu'une telle procédure est pleine d'aléas. Outre que la date du départ des marchandises est souvent malaisée à déterminer, il faut considérer que les envois ne sont fréquemment déclarés en consommation que bien longtemps après avoir quitté leur pays d'origine, soit qu'ils aient transité par des pays tiers ou y aient été même entreposés, soit qu'avant d'être présentés pour le dédouanement en Belgique, ils aient séjourné d'abord ici même sous le régime du transit interrompu. Dans l'intervalle, les prix pratiqués pour les objets de même nature aussi bien que les cours du change peuvent avoir beaucoup varié en manière telle que, finalement, on aboutit à frapper les marchandises différemment suivant que leur transport et leur dédouanement se sont accomplis directement ou bien qu'ils ont été retardés.

Pour en revenir à une incidence saine du droit, il ne reste qu'à appliquer dans tous les cas le mode de conversion strictement conforme à la notion de valeur inscrite dans la loi, savoir à opérer cette conversion sur la base des derniers cours de change connus. Et pour que nulle équivoque ne puisse naître de ce côté, il est proposé que l'on se réfère dans l'espèce au dernier cours moyen officiel publié, avant le dépôt de la déclaration, par la Commission de la Bourse de Bruxelles ou, exceptionnellement, si la Bourse de Bruxelles ne fonctionnait pas, que la conversion s'opère sur la base à déterminer par le Ministre des Finances.

Projet de loi sur le Tarif des Douanes.

Wetsontwerp betreffende het Toltarief.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LE GOUVERNEMENT.AMENDEMENTEN DOOR
DE REGEERING INGEDIEND.

1. — Compléter comme suit l'article 6 du projet de loi :

1. — Artikel 6 van het wetsontwerp aan te vullen als volgt :

ART. 6.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Les droits spécifiques sont calculés en appliquant aux quantités les taux de base multipliés par les coefficients dont ceux-ci sont affectés.

§ 1. — De specifieke rechten worden berekend door de grondslagrechten, vermenigvuldigd met de daaraan verbonden coëfficiënten, op de hoeveelheden toe te passen.

§ 2. — Suivant la tenue de valeur des marchandises et les contingences économiques, le Gouvernement pourra réduire ou supprimer les coefficients de majoration, selon l'espèce ou l'origine des marchandises, sauf la faculté, au besoin, de rétablir ces coefficients, mais dans la limite maxima des taux primitifs.

§ 2. — De Regeering mag, volgens den waardestand der goederen en volgens de economische gebeurlijkheden, de coëfficiënten van verhooging lager stellen of afschaffen, naar gelang den aard of den oorsprong der goederen, behoudens het recht deze coëfficiënten desnoods te herstellen, doch slechts binnen de maximagrens der primitieve bedragen.

Toutefois, pendant un délai de trois ans à compter de la mise en vigueur de la présente loi, le Gouvernement est autorisé à relever les coefficients inscrits dans le Tableau des droits, sans que ces coefficients puissent dépasser le chiffre 6.

Nochtans is, gedurende een tijdperk van drie jaren, dat met het van kracht worden dezer wet ingaat, de Regeering gemachtigd tot opvoeren van de coëfficiënten in de Tabel der rechten vermeld, doch zonder dat die coëfficiënten het cijfer 6 mogen overtreffen.

2. — Compléter comme suit l'article 7 du projet de loi :

2. — Artikel 7 van het wetsontwerp aan te vullen als volgt :

ART. 7.

ART. 7.

Pour la liquidation des droits *ad valorem*, la valeur à déclarer est celle que

Voor de verevening der rechten *ad valorem* is de aan te geven waarde die-

les marchandises ont normalement au lieu d'origine ou de fabrication, augmentée des frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission, et tous autres nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.

Cette valeur ne peut en aucun cas être inférieure au prix normal de gros des marchandises similaires sur le marché belge au moment de l'importation, déduction faite d'une somme en rapport avec les droits, calculés d'après le tarif minimum, que les produits de l'espèce supporteraient à l'entrée.

Quand la valeur des marchandises est originellement exprimée en monnaies étrangères, celles-ci sont converties en monnaies belges sur la base du dernier cours moyen officiel publié, avant le dépôt de la déclaration, par la Commission de la Bourse de Bruxelles ou exceptionnellement, si la Bourse de Bruxelles ne fonctionnait pas, sur la base à déterminer par le Ministre des Finances.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

gene welke de goederen normaal hebben ter plaatse van oorsprong of van vervaardiging, vermeerderd met de kosten van verpakking, van vervoer, van verzekering, van commissieloon, en alle andere noodige voor den invoer tot op de plaats der inklaring.

Deze waarde mag in geen geval beneden den normalen grossiersprijs zijn van soortgelijke koopwaren op de Belgische markt op het oogenblik van den invoer, na aftrek eener som in verhouding tot de volgens het minimumtarief berekende rechten, welke de producten van dien aard bij den invoer zouden te dragen hebben.

Wanneer de waarde der goederen oorspronkelijk in vreemde munt uitgedrukt is, wordt deze in Belgische munt omgezet op den grondslag van den laatsten officieelen gemiddelden wisselkoers vóór de neerlegging der aangifte, door de Commissie van de Beurs van Brussel bekendgemaakt, of uitzonderlijkerwijze, indien de Beurs van Brussel gesloten was, op den grondslag door den Minister van Financiën te bepalen.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1923-1924.

WETSONTWERP HOUDENDE HERZIENING VAN HET TOLTARIEF ⁽¹⁾.

AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DE REGEERING.

TOELICHTING

ART. 6 (van het wetsontwerp).

In § 2 van artikel 6, dat over de coëfficiënten handelt, wordt bepaald dat « de Regeering, volgens den waardestand der goederen en volgens de economische gebeurlijkheden, de coëfficiënten van verhooging lager stellen of afschaffen mag, naar gelang den aard of den oorsprong der goederen, behoudens het recht deze coëfficiënten desnoods te herstellen, doch slechts binnen de maximagrens der primitieve bedragen ».

Toen zij dit artikel opstelde, hoopte de Regeering dat de waarde der koopwaren, binnen afzienbaren tijd, weder normaal zou worden, zoodat de voorziene coëfficiënten, maximabedragen schenen te zijn.

Echter heeft de ervaring uitgewezen dat de prijzen nog dikwijls aan plotselinge op- of afwaartsche rukken onderhevig zijn en dat het, om gebeurlijk de geboden aanpassingen te kunnen doen, in alle geval noodig is, gedurende een door de Regeering op drie jaar voorgesteld tijdperk, bij voortzetting de bevoegdheid te hebben de coëfficiënten op te voeren, doch zulks binnen den geest der geldende bepalingen (artikel 1 der wet van 10 Juni 1920 en artikel 2 der wet van 31 Maart 1921), 't is te zeggen niet boven het cijfer 6.

Met dat vooruitzicht werd aan § 2 van artikel 6 een nieuw lid toegevoegd.

(1) Wetsontwerp, n^o 191 (zittingsjaar 1922-1923).

Amendementen der Regeering, n^o 39.

Verslag, n^o 60.

ART. 7 (van het wetsontwerp).

Artikel 7 van het wetsontwerp, welk artikel handelt over de verevening der rechten *ad valorem*, heeft ten doel een helder begrip te vestigen nopens de voor de ingevoerde goederen aan te geven waarde, zulks om zooveel doenlijk de betwistingen te doen afnemen welke thans ter zake dikwijls voorkomen. De Regeering heeft ingezien dat een belangrijke stap in de richting van het nagestreefde doel zou gedaan zijn, zoo bewust artikel verduidelijkt werd door toevoeging van eene bepaling nopens den wisselkoers welke dient te worden toegepast voor de omzetting in Belgische munt der prijzen die, vaak, oorspronkelijk in vreemde munt uitgedrukt worden.

Volgens de bij artikel 4 der wet van 10 Juni 1920 gegeven bepaling « is de aan te geven waarde diegene welke de koopwaren hebben ter plaatse en op het oogenblik dat zij bij den toldienst worden aangeboden, de invoerrechten niet inbegrepen ».

Houdt men zich aan dien tekst, dan zou geen twijfel kunnen rijzen nopens den voor de omzetting der oorspronkelijk in vreemde munt uitgedrukte prijzen toe te passen wisselkoers : het zou de *op het oogenblik dat de goederen ter douane aangeboden werden* geldende wisselkoers zijn of, in de practijk, de laatste op dien datum gekenden koers.

Maar bij de bespreking in den Senaat van den voorschreven tekst voorkomende onder artikel 4 der wet van 10 Juni 1920, werd aangenomen dat de omzetting zou mogen gedaan worden tegen den koers op den dag van het vertrek der goederen uit hun verzendingsoord. Welnu, de ondervinding heeft uitgewezen dat aan dergelijke procedure heel wat wisselvalligheden verbonden zijn. Niet alleen is het veelal lastig den dag van het vertrek der goederen vast te stellen, maar daarenboven dient nog in acht genomen dat de verzendingen dikwijls pas lang nadat zij het land van oorsprong verlaten hebben ten verbruik aangegeven worden, hetzij dat zij door andere landen doorgevoerd of er zelfs in entrepot opgeslagen werden, hetzij dat zij, alvorens in België ter inklaring aangeboden geweest te zijn, alhier onder het regime van den onderbroken doorvoer verbleven hebben. Intusschen kunnen de voor de voorwerpen derzelfde soort geldende prijzen evenals de wisselkoers heel wat veranderd zijn, zoodat men ten slotte er toe komt de goederen verschillend te belasten naar gelang hun vervoer en hunne inklaring onmiddellijk plaats had ofwel vertraagd werd.

Om tot eenen normalen belastingdruk terug te keeren, blijft er niets anders over dan, in al de gevallen, de wijze van omzetting toe te passen die stipt overeenstemt met het in de wet vermelde waardebegrip, te weten, de omzetting te doen op den grondslag der laatste gekende wisselkoersen. En omdat desaan gaande geen dubbelzinnigheid meer zou kunnen ontstaan, wordt voorgesteld zich ter zake te houden aan den laatsten gemiddelden officieelen koers, door de Commissie der Beurs van Brussel, vóór de neerlegging der aangifte, bekendgemaakt of, bij uitzondering, indien de Beurs van Brussel gesloten was, dat de omzetting geschiede op den grondslag door den Minister van Financiën te bepalen.

Projet de loi sur le Tarif des Douanes. Wetsontwerp betreffende het Toltarief.

**AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LE GOUVERNEMENT.**

1. — Compléter comme suit l'article 6 du projet de loi :

ART. 6.

§ 1^{er}. — Les droits spécifiques sont calculés en appliquant aux quantités les taux de base multipliés par les coefficients dont ceux-ci sont affectés.

§ 2. — Suivant la tenue de valeur des marchandises et les contingences économiques, le Gouvernement pourra réduire ou supprimer les coefficients de majoration, selon l'espèce ou l'origine des marchandises, sauf la faculté, au besoin, de rétablir ces coefficients, mais dans la limite maxima des taux primitifs.

Toutefois, pendant un délai de trois ans à compter de la mise en vigueur de la présente loi, le Gouvernement est autorisé à relever les coefficients inscrits dans le Tableau des droits, sans que ces coefficients puissent dépasser le chiffre 6.

2. — Compléter comme suit l'article 7 du projet de loi :

ART. 7.

Pour la liquidation des droits *ad valorem*, la valeur à déclarer est celle que

**AMENDEMENTEN DOOR
DE REGEERING INGEDIEND.**

1. — Artikel 6 van het wetsontwerp aan te vullen als volgt :

ART. 6.

§ 1. — De specifieke rechten worden berekend door de grondslagrechten, vermenigvuldigd met de daaraan verbonden coëfficiënten, op de hoeveelheden toe te passen.

§ 2. — De Regeering mag, volgens den waardestand der goederen en volgens de economische gebeurlijkheden, de coëfficiënten van verhooging lager stellen of afschaffen, naar gelang den aard of den oorsprong der goederen, behoudens het recht deze coëfficiënten desnoods te herstellen, doch slechts binnen de maximagrens der primitieve bedragen.

Nochtans is, gedurende een tijdperk van drie jaren, dat met het van kracht worden dezer wet ingaat, de Regeering gemachtigd tot opvoeren van de coëfficiënten in de Tabel der rechten vermeld, doch zonder dat die coëfficiënten het cijfer 6 mogen overtreffen.

2. — Artikel 7 van het wetsontwerp aan te vullen als volgt :

ART. 7.

Voor de verevening der rechten *ad valorem* is de aan te geven waarde die-

les marchandises ont normalement au lieu d'origine ou de fabrication, augmentée des frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission, et tous autres nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.

Cette valeur ne peut en aucun cas être inférieure au prix normal de gros des marchandises similaires sur le marché belge au moment de l'importation, déduction faite d'une somme en rapport avec les droits, calculés d'après le tarif minimum, que les produits de l'espèce supporteraient à l'entrée.

Quand la valeur des marchandises est originairement exprimée en monnaies étrangères, celles-ci sont converties en monnaies belges sur la base du dernier cours moyen officiel publié, avant le dépôt de la déclaration, par la Commission de la Bourse de Bruxelles ou exceptionnellement, si la Bourse de Bruxelles ne fonctionnait pas, sur la base à déterminer par le Ministre des Finances.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

gene welke de goederen normaal hebben ter plaatse van oorsprong of van vervaardiging, vermeerderd met de kosten van verpakking, van vervoer, van verzekering, van commissieloon, en alle andere noodige voor den invoer tot op de plaats der inklaring.

Deze waarde mag in geen geval beneden den normalen grossiersprijs zijn van soortgelijke koopwaren op de Belgische markt op het oogenblik van den invoer, na aftrek eener som in verhouding tot de volgens het minimumtarief berekende rechten, welke de producten van dien aard bij den invoer zouden te dragen hebben.

Wanneer de waarde der goederen oorspronkelijk in vreemde munt uitgedrukt is, wordt deze in Belgische munt omgezet op den grondslag van den laatsten officieelen gemiddelden wisselkoers vóór de neerlegging der aangifte, door de Commissie van de Beurs van Brussel bekendgemaakt, of uitzonderlijkerwijze, indien de Beurs van Brussel gesloten was, op den grondslag door den Minister van Financiën te bepalen.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.